

BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST

Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du Code monétaire et financier l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires ainsi que par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération

Émissions de 25 714 296 parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 14 euros de la Banque Populaire Grand Ouest pour un montant maximum d'émissions de 360 000 144 euros
Siège social : 15 boulevard de la Boutière - 35768 Saint Grégoire cedex

PROSPECTUS ETABLI POUR L'OFFRE AU PUBLIC DE PARTS SOCIALES DES BANQUES MUTUALISTES OU COOPERATIVES

(En application de l'article 212-38-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Ce prospectus se compose du présent document ainsi que des documents incorporés par référence, à savoir :

- le rapport annuel de la Banque Populaire Grand Ouest sur l'exercice 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 mai 2019 et mis en ligne sur le site internet de la Banque Populaire Grand Ouest (www.bpgo.banquepopulaire.fr),
- le rapport annuel de la Banque Populaire Grand Ouest sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mai 2020 et mis en ligne sur le site internet de la Banque Populaire Grand Ouest (www.bpgo.banquepopulaire.fr),
- le document d'enregistrement universel de BPCE sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mars 2020 sous le n° D.20-0174.

La Banque Populaire Grand Ouest recommande à l'investisseur de consulter attentivement le chapitre III du Prospectus relatif aux facteurs de risque.

Approbation de l'Autorité des marchés financiers



En application de l'article L.512-1 du Code monétaire et financier et de l'article 212-38-8 de son règlement général, l'Autorité des marchés financiers a apposé le n° d'approbation 20-208 en date du 25 mai 2020 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par la Banque Populaire Grand Ouest et engage la responsabilité de ses signataires. L'approbation a été attribuée après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la Banque Populaire Grand Ouest. Le présent prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la Banque Populaire Grand Ouest (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

SOMMAIRE

I - Résumé	4
1.1. Informations générales concernant le Groupe BPCE et la Banque Populaire Grand Ouest	4
1.2. Caractéristiques essentielles des parts sociales et des conditions générales de l'offre.....	6
1.3. Principaux droits politiques et financiers attachés aux parts sociales et principaux risques attachés à la souscription de parts sociales.....	8
II - Attestation du responsable des informations contenues dans le prospectus	9
2.1. Personne responsable des informations contenues dans le prospectus	9
2.2. Attestation du responsable	9
III - Facteurs de risques	10
3.1. Facteurs de risques relatifs au Groupe BPCE.....	10
3.2. Facteurs de risques relatifs à la Banque Populaire Grand Ouest	10
3.3. Facteurs de risques relatifs aux parts sociales et à leur souscription	10
3.4. Facteurs de risques relatifs à la souscription des parts sociales maritimes	12
IV - Caractéristiques des émissions de parts sociales	12
4.1. Autorisation	12
4.2. Cadre Juridique	12
4.3. Catégorie d'investisseurs potentiels concernés par l'offre.....	13
4.4. But des émissions	13
4.5. Prix et montant de la souscription	13
4.6. Montant indicatif prévisionnel du produit des émissions.....	13
4.7. Période de souscription	13
4.8. Droit préférentiel de souscription.....	13
4.9. Etablissement domiciliaire.....	14
4.10. Modalités et délais de délivrance des parts sociales nouvelles	14
V - Renseignements généraux sur les parts sociales émises	14
5.1. Forme.....	14
5.2. Droits attachés politiques et financiers.....	14
5.3. Frais.....	15
5.4. Négociabilité.....	15
5.5. Régime fiscal des parts sociales.....	16
5.6. Remboursement des parts sociales par la Banque Populaire	17
5.7. Éligibilité au PEA classique	17
5.8. Tribunaux compétents en cas de litige	17
VI - Renseignements généraux relatifs aux Banques Populaires	18
6.7. Contrôleurs légaux des comptes	21
6.8. Entrée et sortie du sociétariat.....	21
6.9. Droits et responsabilité des sociétaires	22
VII - Renseignements généraux relatifs à la Banque Populaire Grand Ouest	22
7.1. Forme juridique	22
7.2. Objet social.....	22
7.3. Durée de vie	23

7.4. Exercice social.....	23
7.5. Capital social.....	23
7.6. Rapport annuel 2019 de la BPGO.....	23
7.7. Rapport annuel 2018 de la BPGO.....	23
7.8. Informations financières clés.....	23
7.9. Principales réglementations prudentielles et de résolution applicables à la BPGO et au Groupe BPCE.....	25
7.10. Contrôleurs légaux de la BP.....	25
7.11. Composition des organes d'administration et de direction.....	26
7.12. Procédures de contrôle interne.....	27
7.13. Procédures judiciaires et d'arbitrage significatifs en cours.....	27
7.14. Evènements récents significatifs.....	27
VIII - Renseignements généraux relatifs au Groupe BPCE et à BPCE SA.....	27
IX - Informations complémentaires.....	28
9.1. Documents accessibles au public.....	28
X - Informations incorporées par référence.....	28
10.1. Documents incorporés par référence.....	28
10.2. Table de concordance.....	29

I - Résumé

Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les parts sociales qui font l'objet du prospectus doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus, ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du prospectus, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les parts sociales.

1.1. Informations générales concernant le Groupe BPCE et la Banque Populaire Grand Ouest

1.1.1. Description du Groupe BPCE

Le groupe à caractère coopératif, dénommé Groupe BPCE, résulte de la constitution de l'organe central unique, BPCE, commun aux réseaux Caisses d'Épargne et Banques Populaires.

Le Groupe BPCE comprend un ensemble diversifié de filiales contribuant au fonctionnement des Banques Populaires et au développement de leurs activités. Une Fédération Nationale des Banques Populaires a été constituée selon les modalités prévues par la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

BPCE, organe central

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constituée sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu, au 31 décembre 2019, à hauteur de 50 % par les Caisses d'Épargne et de 50 % par les Banques Populaires.

BPCE est notamment chargée d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe. Elle détient et gère les participations dans les filiales. Elle détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Banques Populaires et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Elle offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

1.1.2. Présentation de la Banque Populaire Grand Ouest

La Banque Populaire Grand Ouest (ou la « **BPGO** ») dont le siège social est 15, boulevard de la Boutière - 35768 Saint Grégoire cedex, est une société anonyme coopérative à capital variable agréée en qualité de banque mutualiste ou coopérative.

Elle a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuées avec ses sociétaires et avec les tiers. Elle est agréée en qualité d'établissement de crédit.

Le capital de la banque est variable. Il est exclusivement composé de parts sociales, toutes d'une valeur nominale de 14 euros entièrement libérées, se répartissant en :

- parts sociales pouvant être souscrites par toutes personnes physiques et morales, et
- parts sociales à avantages particuliers, créées en application de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, intitulées « parts sociales maritimes » pouvant être souscrites par tout sociétaire, personne physique ou morale, lié ou souhaitant soutenir les activités maritimes, le littoral ou/et l'économie bleue.

Au 31 décembre 2019, le capital social de la BPGO est fixé à la somme de 1 182 848 425 €. Il est divisé en 84 484 174 parts sociales de 14 euros entièrement libérées.

➤ **Informations financières clés de la BPGO (au 31 décembre 2019), issues du rapport annuel 2019**
(total de bilan, capitaux propres, PNB, RBE, RNPG, ratio de solvabilité^x) - IFRS

Agrégat (en M€)	2019	2018	Variation (en %)
Total de bilan	29 633	28 367	4,5%
Capitaux Propres	2 731	2 512	8,7%
Produit Net Bancaire	575	565	1,8%
Résultat Brut d'Exploitation	174	162	7,4%
Résultat Net (part du groupe)	95	82	15,9%
Ratio de Solvabilité ^x	15,51%	14,67%	0,84 point de pourcentage

^x : tel qu'issu des règles prudentielles de Bâle 3 au 31/12/2019 (données IFRS sur base consolidée)

Fonds propres « Common Equity Tier One » (en millions d'euros)		
31/12/2018	30/06/2019	31/12/2019
1 759	1 760	1 925

➤ **Facteurs de risques de la Banque Populaire Grand Ouest**

La Banque Populaire Grand Ouest, assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail.

Il est à noter que la situation de crise liée au Covid-19 pourrait avoir des impacts sur les métiers de la Banque Populaire Grand Ouest, ses résultats et sur sa situation financière. En l'état actuel des choses, l'impact de cette situation, en particulier en prenant en compte les mesures de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité mise en place par le gouvernement français et par la Banque Centrale Européenne, est difficile à quantifier.

Du fait de son modèle d'affaires, la Banque Populaire Grand Ouest assume les risques suivants :

- le risque de crédit (risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie) et de contrepartie (risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération) induit par son activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises ;
- le risque de taux structurel (impact négatif sur les actifs ou passifs de l'établissement résultant d'une variation de taux d'intérêt) notamment lié à son activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec son activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées ;
- le risque de liquidité (risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné) ;
- les risques non financiers, tels que les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (*conduct risk*), les risques juridiques ainsi que d'autres risques opérationnels.

En outre, le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'établissement, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.

Enfin, la Banque Populaire Grand Ouest est exposée au risque de réputation. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes éthiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des exigences de sanctions économiques, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions, pourraient entacher la réputation de la Banque Populaire. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un salarié, ou toute fraude, détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels la Banque Populaire est exposée ou toute décision de justice ou action réglementaire à l'issue potentiellement défavorable.

L'évolution du modèle d'affaires de la Banque Populaire Grand Ouest étend son exposition à certaines natures de risques, notamment des risques liés à la gestion d'actifs.

1.1.3. Informations sur les Banques Populaires

Le réseau des banques populaires comprend les banques populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Les banques populaires sont agréées en qualité de banques coopératives de droit commun. Leur capital, qui est variable, est exclusivement constitué de parts sociales.

Le montant maximum du capital social (ou « **Capital maximum autorisé** ») dans la limite duquel le capital effectif de la Société peut librement varier à la hausse, ainsi que ses modalités d'augmentation sont fixés, sur le rapport du conseil d'administration et après autorisation de BPCE, par l'assemblée générale extraordinaire. La notion de Capital maximum autorisé s'entend d'un montant « net » de capital atteint compte tenu des souscriptions et des remboursements agréés par le conseil d'administration.

Le capital effectif est la résultante (i) de l'entrée de nouveaux sociétaires agréés au nom de la Banque Populaire par le conseil d'administration ou de la souscription de nouvelles parts par les sociétaires avec l'agrément du conseil d'administration *minoré* (ii) des remboursements de parts sociales agréés par le Conseil d'administration.

1.2. Caractéristiques essentielles des parts sociales et des conditions générales de l'offre

1.2.1. Forme des parts sociales

Les parts sociales émises par la Banque Populaire sont des parts de sociétaires au sens de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la Banque Populaire.

Les parts sociales sont émises dans le cadre de la législation française, en euros et sous la forme nominative. La propriété de ces parts est établie par inscription en compte ou sur un registre spécial tenu par la Banque Populaire pour le compte des sociétaires. Les parts sociales de la Banque Populaire ne peuvent être détenues que sur des comptes ouverts à la Banque Populaire. Les parts sociales ne sont pas cotées.

Des parts sociales à avantages particuliers, créées en application de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, intitulées « parts sociales maritimes » peuvent être souscrites par tout sociétaire, personne physique ou morale, lié ou souhaitant soutenir les activités maritimes.

La détention d'une seule part sociale est nécessaire pour pouvoir souscrire aux parts sociales maritimes.

1.2.2. Raisons de l'offre et utilisation du produit

L'offre au public de parts sociales émises par la Banque Populaire s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients et à renforcer ses fonds propres.

Les fonds levés dans le cadre de l'émission des parts sociales maritimes seront destinés à soutenir les activités maritimes, le littoral et/ou l'économie bleue, notamment les domaines de la pêche, du nautisme, de l'ingénierie marine, des énergies marines renouvelables, de la culture et bio-tech marine, du tourisme ou encore de la construction navale.

1.2.3. Modalités de l'opération

Le présent Prospectus permet l'offre au public de parts sociales de la Banque Populaire Grand Ouest (« **l'Offre au public** ») sur une période d'un an à compter de la date du présent Prospectus.

Les émissions prévues sont d'un montant brut maximum de 360 000 144 € représentant 25 714 296 parts sociales (le « **Plafond d'émissions pour l'Offre au public** ») et parts à avantages particuliers dites « parts sociales maritimes » sur une période de souscription s'étendant du 25 mai 2020 (*date de l'approbation*) au 25 mai 2021.

Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles ont une valeur nominale de 14 €.

Plancher et plafond de détention

Le montant minimum est celui correspondant au prix de souscription d'une part sociale.

Le conseil d'administration peut fixer un plafond pour le nombre de parts sociales pouvant être détenues par un sociétaire. Ce plafond peut être différent selon les catégories de sociétaires.

En revanche en vertu des dispositions de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947, aucun plafond de détention ne s'applique aux parts sociales à avantages particuliers dites « parts sociales maritimes ».

Le nombre maximum de parts sociales (hors parts sociales maritimes) pouvant être détenu a été fixé à 1 000 parts sociales pour un sociétaire personne physique et à 14 300 parts sociales pour un sociétaire personne morale.

Toutefois, des sociétaires peuvent se trouver détenteurs d'un nombre de parts supérieur au maximum ci-dessus précisé, dans les cas suivants :

- lorsque les souscriptions ont été effectuées à une époque où le seuil de souscription était supérieur et qu'aucune cession n'a été effectuée ;
- à la suite de fusions de sociétés ;
- à la suite de l'exercice d'une option pour le paiement de l'intérêt en parts sociales ;
- en cas d'attribution de parts sociales gratuites consécutives à une incorporation de réserves ;
- lorsqu'un sociétaire effectue le même jour et pour le même nombre de titres, une vente de parts sociales suivie d'une souscription de parts sociales au sein d'un Plan d'Épargne en Actions.

Enfin, pour les sociétaires personnes physiques, la Direction Générale de la Banque Populaire pourra de manière exceptionnelle déroger, au cas par cas, au plafond de détention maximum par sociétaire (ou son équivalent en nombre de parts) et devra en informer le Conseil d'Administration.

Frais

Dans le cas d'une détention sur un compte dédié, les parts sociales ne sont soumises à aucun frais : pas de commission de souscription, pas de frais de rachat, ni de droit de garde.

1.2.4. Conditions auxquelles l'offre est soumise

Toute personne physique ou morale peut être admise comme sociétaire, participant ou non aux opérations de banque et aux services des banques populaires, à condition d'avoir été agréée par le conseil d'administration et d'avoir été reconnu digne de crédit. En cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

Le montant total brut maximum du produit des émissions dans le cadre du présent prospectus est estimé à 360 000 144 € (25 714 296 parts, toutes catégories confondues, émises à 14 €).

Les charges relatives à l'opération seraient de 72 000 € environ, représentant uniquement les frais légaux et administratifs. L'opération ne donne pas lieu à la rémunération d'intermédiaires financiers. Les souscriptions sont constatées par un bulletin de souscription.

Le souscripteur devient sociétaire à compter de son agrément par le Conseil d'Administration. L'agrément est réputé acquis à défaut de refus notifié dans le délai fixé dans le bulletin de souscription.

Aucune souscription ne peut être reçue par le Président du Conseil d'Administration, ou son délégué, si elle a pour effet de porter le capital souscrit à un montant supérieur au capital autorisé.

1.3. Principaux droits politiques et financiers attachés aux parts sociales et principaux risques attachés à la souscription de parts sociales

	Droits politiques et financiers attachés aux parts sociales	Principaux risques attachés à la souscription de parts sociales
Droit de vote	Le droit de vote est proportionnel au nombre de parts détenu.	Aux assemblées, un sociétaire ne peut détenir par lui-même ou par mandataire plus de 0,25% du nombre total de droit de vote attaché aux parts de la banque (art. L.512-5 CMF).
Rendement¹	Rémunération sous forme d'un intérêt décidé annuellement par l'Assemblée générale, dont le montant est proportionnel au nombre de mois calendaires entiers de possession des parts	Rémunération plafonnée au taux moyen de rendement des obligations du secteur privé (TMO) majoré de deux points. La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de 3 années civiles précédant la date de l'Assemblée générale. La décision de verser un intérêt relève du pouvoir souverain de l'Assemblée. Cette dernière peut décider de ne verser aucun intérêt ² .
Remboursement	Le sociétaire peut demander à tout moment le remboursement d'une partie ou de la totalité des parts sociales qu'il détient.	Le remboursement est conditionné par : - l'agrément discrétionnaire du Conseil d'administration. - ne pas entraîner une réduction du capital soit au-dessous des ¾ du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la banque, soit au-dessous du capital minimum auquel la banque est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit. - l'agrément de la BCE dès lors que le montant net des remboursements dépasse le montant des souscriptions brutes de parts sociales et ce depuis le 01/01/2014. - absence de droit sur l'actif net (principe coopératif).
Capital / Responsabilité	Les parts sociales ont une valeur nominale fixe de 14 euros. Responsabilité limitée au capital investi	Les parts sociales sont représentatives du capital, ce qui signifie qu'en cas de pertes l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale (risque de perte en capital). Elles ne constituent pas un placement à court terme. Le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'Emetteur, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE. Conformément à la réglementation applicable aux sociétés à capital variable, les sociétaires restent tenus pendant 5 ans de toutes les obligations existant au moment de leur sortie du capital. Les parts sociales sont inéligibles au mécanisme de garantie des investisseurs ainsi qu'au mécanisme de garantie des déposants.
Liquidité	Les parts sociales n'étant pas cotées, elles ne sont pas soumises aux aléas de la Bourse.	Eu égard à la variabilité du capital, la liquidité des parts est subordonnée à l'existence d'une demande formulée auprès du Conseil d'Administration. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales, celle-ci pouvant ainsi être faible ou nulle.

¹ Seuls les détenteurs de parts au 31/12/N auront le droit à l'intérêt versé en N+1 au titre de l'exercice N.

² Par une recommandation en date du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements de crédit, dans le cadre de la crise sanitaire de COVID 19, de reporter le versement des dividendes ou intérêts aux parts sociales et les engagements irrévocables de verser ces dividendes ou intérêts aux parts sociales pour les exercices 2019 et 2020. Pour tenir compte de cette recommandation, l'assemblée générale en date du 28 avril 2020 a décidé, aux termes d'un amendement à la résolution n° 3 relative à l'affectation et au versement de l'intérêt aux parts sociales, de différer le versement de l'intérêt aux parts sociales à la date du 30 septembre 2020, sauf interdiction par les autorités françaises ou européennes.

Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.

II - Attestation du responsable des informations contenues dans le prospectus

2.1. Personne responsable des informations contenues dans le prospectus

Maurice BOURRIGAUD, Directeur Général de la Banque Populaire Grand Ouest,

2.2. Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Date : 25 mai 2020



Maurice BOURRIGAUD,
Directeur Général

III - Facteurs de risques

Les entités locales émettrices considèrent que les facteurs de risques décrits ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à la souscription de parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision de souscription, le sociétaire potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risques ci-dessous.

3.1. Facteurs de risques relatifs au Groupe BPCE

S'agissant des facteurs de risques du Groupe BPCE, ces principaux facteurs de risques sont disponibles dans le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 (Chapitre 6 « Gestion des risques »), préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et incorporé par référence au présent prospectus, publié sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponible sans frais à son siège social.

3.2. Facteurs de risques relatifs à la Banque Populaire Grand Ouest

S'agissant des facteurs de risques de la Banque Populaire Grand Ouest, ces principaux facteurs de risques sont disponibles dans le rapport annuel 2019 (Chapitre 2.7 « Gestion des risques »), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la Banque Populaire Grand Ouest (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

Il est à noter que la situation de crise liée au Covid-19 pourrait avoir des impacts sur les métiers de la Banque Populaire Grand Ouest, ses résultats et sur sa situation financière. En l'état actuel des choses, l'impact de cette situation, en particulier en prenant en compte les mesures de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité mise en place par le gouvernement français et par la Banque Centrale Européenne, est difficile à quantifier.

3.3. Facteurs de risques relatifs aux parts sociales et à leur souscription

3.3.1. Liquidité

Les parts sociales ne sont pas cotées. Elles échappent ainsi aux aléas de la bourse, mais leur liquidité est subordonnée à l'existence d'une demande, **aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales, celle-ci pouvant ainsi être faible ou nulle.**

3.3.2. Droit à remboursement

Le remboursement intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts sociales ont été agréés par le conseil.

En cas de démission, le remboursement des parts sociales est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration. Par exception, ce remboursement ne pourrait intervenir s'il avait pour conséquence de réduire le capital au-dessous :

- des $\frac{3}{4}$ du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Banque Populaire sans l'autorisation de l'organe central,
- du capital minimum auquel la Banque Populaire est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la Banque Populaire sont soumis à l'autorisation préalable de la BCE dès lors que leur montant dépasse à tout moment le montant des souscriptions brutes de parts sociales. Comme le permet ce même article 32, les Banques Populaires ont sollicité auprès de la BCE l'autorisation de pouvoir, si nécessaire, réduire le montant de leurs instruments de fonds propres de base de catégorie 1 (par remboursement de parts sociales), dans la limite de 2% de leurs fonds propres de base de catégorie 1. Cette autorisation est délivrée pour une période de 1 an à compter du mois de juillet de chaque année. A la date de la présente approbation, cette autorisation n'a pas encore été délivrée.

3.3.3 Risque de défaut

La banque bénéficie de la couverture du mécanisme de solidarité interne au Groupe BPCE. **Néanmoins, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de l'Emetteur, au risque de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE ou au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.**

Les parts sociales, titres de capital et instruments de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par la Banque Populaire en cas d'épuisement des réserves constitutives des capitaux propres, de la liquidation de l'établissement

ou en cas de mise à contribution de ses capitaux propres en application du mécanisme de solidarité qui le lie financièrement aux établissements affiliés au Groupe BPCE.

Les parts sociales ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, ni à celui de garantie des déposants, respectivement prévus aux articles L 322-1 et L 312-4 du Code monétaire et financier. L'investisseur doit donc avoir conscience que dans les cas évoqués, tout ou partie des fonds investis en parts sociales ne seront pas remboursés.

3.3.4. Risque en capital

Les parts sociales étant représentatives du capital, l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale. **Dans ce cas, l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.**

3.3.5. Rendement

La détention de parts sociales, quelle que soit leur catégorie, donne droit à un intérêt fixé annuellement par l'assemblée générale ordinaire de la Banque Populaire dont le taux ne peut être supérieur à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMO) majorée de deux points (**Le plafonnement des gains**, article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération).

Le paiement de l'intérêt aux parts sociales est voté chaque année par l'assemblée générale et intervient dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la rémunération des parts sociales, l'assemblée générale pouvant décider de n'accorder aucun intérêt au titre de l'exercice considéré.**

Par une recommandation en date du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements de crédit, dans le cadre de la crise sanitaire de COVID 19, de reporter le versement des dividendes ou intérêts aux parts sociales et les engagements irrévocables de verser ces dividendes ou intérêts aux parts sociales pour les exercices 2019 et 2020. Pour tenir compte de cette recommandation, l'assemblée générale en date du 28 avril 2020 a décidé, aux termes d'un amendement à la résolution n°3 relative à l'affectation et au versement de l'intérêt aux parts sociales, de différer le versement de l'intérêt aux parts sociales à la date du 30 septembre 2020, sauf interdiction par les autorités françaises ou européennes.

Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.

En cas de souscription ou de remboursement de parts sociales au cours de l'année sociale, l'intérêt des parts du sociétaire est calculé proportionnellement au nombre de mois entiers calendaires de possession des parts.

Seuls les détenteurs de parts sociales détenues au 31/12/N auront le droit à l'intérêt versé en N+1 au titre de l'exercice N.

3.3.6. Absence de droit sur l'actif net

Les parts sociales, quelle que soit leur catégorie, ne donnent pas de droit sur l'actif net. En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la liste des Banques Populaires, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation ainsi que du remboursement du capital est attribué au fonds de garantie prévu à l'article L 512-12 du Code monétaire et financier. Toutefois l'organe central, BPCE peut lui donner pour tout ou partie une autre affectation conforme aux intérêts des Banques Populaires.

En tout état de cause, le sociétaire ne peut donc avoir droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sans que ce remboursement ne puisse excéder la valeur nominale en vigueur au moment de sa sortie.

3.3.7. Rang de subordination

En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la Banque Populaire de la liste des affiliés prononcée par BPCE et notifiée à la Banque Centrale Européenne (« BCE ») en vue de l'examen de l'agrément, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation, ainsi que du remboursement du capital, sera attribué au fonds de garantie mutuelle.

Le sociétaire ne pourrait en effet pas prétendre au versement de l'excédent d'actif dégagé lors des opérations de dissolution au prorata des parts détenues.

Cette règle de dévolution est le corollaire du principe coopératif selon lequel le sociétaire d'une coopérative n'a pas de droit sur les réserves et provisions constituées et ne peut donc prétendre en matière de remboursement qu'à la valeur nominale de

ses parts. Le non-respect de ce principe coopératif est constitutif d'un délit pénal (article 26 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération).

3.3.8. Modifications législatives et réglementaires

Les modalités et informations relatives aux parts sociales décrites dans le présent prospectus sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date du présent prospectus. **Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent prospectus.**

3.3.9. Fiscalité

Les souscripteurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les souscripteurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

3.4 Facteurs de risques relatifs à la souscription des parts sociales maritimes

Des parts sociales à avantages particuliers, créées en application de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, intitulées « parts sociales maritimes » peuvent être souscrites par tout sociétaire, personne physique ou morale, lié ou souhaitant soutenir les activités maritimes.

Les souscripteurs doivent être informés que la BPGO ne publie pas de référentiel définissant les projets/activités « bleus » ou « maritimes » financés, et qu'elle se réfère à la liste des codes NAF associés au secteur d'activité du maritime pour la définition des activités à financer par les fonds levés au travers de la souscription de parts sociales maritimes.

Les souscripteurs doivent être informés également que le suivi de l'allocation des fonds ne fait l'objet ni d'information post-émission rendue publique par la BPGO ni d'un suivi par un organisme tiers indépendant.

Pour information, sur l'exercice 2019, 119 M€ de crédits au titre de l'économie maritime ont été mis en place, et les 2 fonds d'investissement, Mer Invest et Litto Invest, dotés respectivement de 7 et 10 millions d'euros sont intervenus pour de nouveaux projets, respectivement, de 1 040 K€ et de 150 K€.

IV - Caractéristiques des émissions de parts sociales

4.1. Autorisation

L'assemblée générale mixte de la Banque Populaire Grand Ouest du 5 décembre 2017 a délégué au conseil d'administration, le pouvoir de procéder en une ou plusieurs fois à l'augmentation du capital, dans la limite de 2 000 000 000 € (deux milliards d'euros) par émission au nominal de parts sociales nouvelles ou par incorporation de réserves.

Usant des pouvoirs qui lui ont été ainsi conférés, le conseil d'administration de la Banque Populaire a décidé, dans sa séance du 15 mai 2020 de procéder au cours de la période d'un an à compter de la date du Prospectus à des émissions par placement direct dans le public de, au plus, 25 714 296 parts sociales nouvelles (y compris de parts sociales maritimes) de 14 € de valeur nominale, soit un montant maximum brut prévisible d'émission de 360 000 144 euros («**Plafond d'émission pour l'Offre au public**»).

Ces parts sociales seront émises en continu corrélativement aux demandes de souscriptions présentées et agréées par le conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui sont statutairement conférés.

4.2. Cadre Juridique

Peuvent être sociétaires d'une Banque Populaire, les personnes physiques ou morales ayant effectué avec la Banque Populaire une des opérations prévues aux articles L 311-1, L 311-2, L 511-1 et L 511-3 du Code monétaire et financier.

Par ailleurs conformément aux dispositions de l'article L 512-3 du Code Monétaire et financier, peuvent également participer au capital de la banque, des membres qui, sans participer aux avantages de la Banque Populaire, n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports, ainsi que les associations fondées par des commerçants, industriels, fabricants, artisans, sous le régime de la loi du 3 juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne.

4.3. Catégorie d'investisseurs potentiels concernés par l'offre

Toute personne physique ou morale, peut être admise comme sociétaire, participant ou non aux opérations de banque et aux services de la Banque Populaire, à condition d'avoir été agréée par le conseil d'administration et d'avoir été reconnue digne de crédit. En cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

4.4. But des émissions

L'offre au public de parts sociales émises par la Banque Populaire s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un grand nombre de clients et de contribuer au renforcement des fonds propres de la banque.

Les fonds levés dans le cadre de l'émission des parts sociales maritimes seront destinés à financer, au titre de l'économie maritime, des projets liés aux activités maritimes, le littoral et/ou l'économie bleue, ainsi que des fonds d'investissement participant au financement de ces activités.

4.5. Prix et montant de la souscription

Les parts sociales, quelle que soit leur catégorie, sont émises à leur valeur nominale, soit actuellement 14 € par part sociale et doivent être intégralement libérées lors de leur souscription, conformément à l'article 10 des statuts.

Plancher et plafond de détention

Le conseil d'administration peut fixer un plafond pour le nombre de parts sociales pouvant être détenues par un sociétaire. Ce plafond peut être différent selon les catégories de sociétaires.

En revanche en vertu des dispositions de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947, aucun plafond de détention ne s'applique aux parts sociales à avantages particuliers dites « parts sociales maritimes ».

Le nombre maximum de parts sociales (hors parts sociales maritimes) pouvant être détenu a été fixé à 1 000 parts sociales pour un sociétaire personne physique et à 14 300 parts sociales pour un sociétaire personne morale.

Toutefois, des sociétaires peuvent se trouver détenteurs d'un nombre de parts supérieur au maximum ci-dessus précisé, dans les cas suivants :

- lorsque les souscriptions ont été effectuées à une époque où le seuil de souscription était supérieur et qu'aucune cession n'a été effectuée ;
- à la suite de fusions de sociétés ;
- à la suite de l'exercice d'une option pour le paiement de l'intérêt en parts sociales ;
- en cas d'attribution de parts sociales gratuites consécutives à une incorporation de réserves ;
- lorsqu'un sociétaire effectue le même jour et pour le même nombre de titres, une vente de parts sociales suivie d'une souscription de parts sociales au sein d'un Plan d'Epargne en Actions.

Enfin, pour les sociétaires personnes physiques, la Direction Générale de la Banque Populaire pourra de manière exceptionnelle déroger, au cas par cas, au plafond de détention maximum par sociétaire (ou son équivalent en nombre de parts) et devra en informer le Conseil d'Administration.

4.6. Montant indicatif prévisionnel du produit des émissions

Les émissions prévues sont d'un montant brut estimé de 360 000 144 € représentant 25 714 296 parts sociales, toutes catégories confondues, émises à leur valeur nominale, soit actuellement 14 € par part sociale sur une durée estimée de 12 mois à compter de la date du présent Prospectus.

Les charges relatives à l'opération seraient de 72 000 € environ, représentant uniquement les frais légaux et administratifs. L'opération ne donne pas lieu à la rémunération d'intermédiaires financiers.

4.7. Période de souscription

La période de souscription s'étend du 25 mai 2020 (*date de l'approbation*) au 25 mai 2021, cette durée étant indicative.

4.8. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription.

4.9. Etablissement domiciliaire

Les souscriptions peuvent être reçues aux guichets des agences de la Banque Populaire Grand Ouest ainsi que par le biais d'une vente à distance mettant en œuvre un moyen de télécommunication (téléphone ou internet), avec contractualisation de l'accord.

4.10. Modalités et délais de délivrance des parts sociales nouvelles

Les parts sociales sont obligatoirement nominatives.

Les souscriptions sont matérialisées par la signature d'un bulletin de souscription comportant notamment le nom, prénom ou dénomination du souscripteur, son adresse, le nombre de parts souscrites, la date et la signature du souscripteur.

Ce bulletin est soit mis à la disposition des personnes intéressées, sous format papier dans toutes les agences de la Banque Populaire, soit adressé au client dans le cadre d'une vente à distance avec signature électronique. Un exemplaire du bulletin est remis au souscripteur en format original ou en format pdf, dans le cadre d'une souscription avec signature électronique.

Les parts doivent être intégralement libérées à la souscription.

En application de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947, les parts à avantages particuliers dites « parts sociales maritimes » sont librement négociables entre les sociétaires et il n'est pas possible pour un sociétaire de détenir exclusivement des parts à avantages particuliers.

V - Renseignements généraux sur les parts sociales émises

5.1. Forme

Les parts sociales des banques populaires sont des parts de sociétaires au sens de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de chaque Banque Populaire.

- Elles sont nominatives et sont inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.
- Elles ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du conseil d'administration par virement de compte à compte.
- Le conseil d'administration peut fixer un plafond pour le nombre de parts sociales (hors parts sociales maritimes) pouvant être détenues par un sociétaire. Ce plafond peut être différent selon les catégories de sociétaires.

5.2. Droits attachés politiques et financiers

5.2.1 Droit de vote

La détention de parts sociales, quelle que soit leur catégorie, donne droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, quel que soit le nombre de parts possédés.

En application de l'article L. 512-5 du Code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la société.

Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants dudit code.

5.2.2 Rémunération

La détention de parts sociales, quelle que soit leur catégorie, donne droit à un intérêt fixé annuellement par l'assemblée générale ordinaire de la Banque Populaire dont le taux ne peut être supérieur à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMO) majorée de deux points (le plafonnement des gains, article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération).

A titre indicatif, et sans préjuger des rémunérations futures qui seront décidées par l'Assemblée Générale annuelle de la Banque Populaire (notamment s'agissant de la résolution relative au différé de versement de l'intérêt aux parts sociales décrite ci-dessous), le taux d'intérêt hors fiscalité et prélèvements sociaux applicable au cadre d'investissement (cf. paragraphe 5.5 régime fiscal des parts sociales) versé aux parts sociales détenues par les sociétaires en 2020 (au titre de l'exercice de 2019) pourrait être de 1,2 % brut. En 2019, il était de 1,5% brut ; en 2018, il était de 1,5 % brut).

En cas de souscription ou de remboursement de parts sociales au cours de l'année sociale, l'intérêt des parts du sociétaire est calculé proportionnellement au nombre de mois calendaires entiers de possession des parts. Le paiement des intérêts intervient dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice. Les modalités de mise en paiement sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le conseil d'administration.

Par une recommandation en date du 27 mars 2020, la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements de crédit, dans le cadre de la crise sanitaire de COVID 19, de reporter le versement des dividendes ou intérêts aux parts sociales et les engagements irrévocables de verser ces dividendes ou intérêts aux parts sociales pour les exercices 2019 et 2020. Pour tenir compte de cette recommandation, l'assemblée générale en date du 28 avril 2020 a décidé, aux termes d'un amendement à la résolution n° 3 relative à l'affectation et au versement de l'intérêt aux parts sociales, de différer le versement de l'intérêt aux parts sociales à la date du 30 septembre 2020, sauf interdiction par les autorités françaises ou européennes.

Une nouvelle recommandation similaire des autorités françaises ou européennes pourrait, le cas échéant, avoir des conséquences sur la date de versement, voire le montant des intérêts aux parts sociales à verser au titre d'exercices ultérieurs.

Seuls les détenteurs de parts sociales détenues au 31/12 de l'année N auront le droit à l'intérêt versé en N+1 au titre de l'exercice N.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque sociétaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou son paiement en part sociale.

Les parts forment le gage de la Banque Populaire pour les obligations des sociétaires vis-à-vis d'elle. A cet effet, le conseil d'administration pourra exiger des sociétaires bénéficiaires de prêts, avances ou crédits, le nantissement de leurs parts selon les modalités légales et réglementaires. Toute mise en nantissement en dehors de ces conditions est nulle à l'égard de la Banque Populaire.

Les porteurs de parts à avantages particuliers intitulées « parts sociales maritimes » pourront, outre les droits ci-dessus énoncés, proposer à l'assemblée générale de tous les sociétaires la désignation de deux candidats au mandat d'administrateur et de deux candidats à la fonction de censeur au sein du conseil d'administration de la Banque Populaire, dans le respect des statuts.

5.3. Frais

La souscription, la tenue de compte ou le remboursement de parts sociales ne donnent pas lieu à perception de frais par la Banque Populaire.

5.4. Négociabilité

Les parts sociales ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du conseil d'administration par virement de compte à compte. En pratique, cette faculté n'est exercable que pour les parts émises par la BRED en raison de la fixité du capital de cette dernière. Les autres banques populaires à capital variable ne proposent que le remboursement pur et simple des parts au sociétaire sortant.

En application de l'article 11 de la loi du 10 septembre 1947, les parts à avantages particuliers dites « parts sociales maritimes » sont librement négociables entre les sociétaires.

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article 32 du règlement européen 241/2014, les remboursements de parts sociales de la Banque Populaire sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») dès lors que leur montant dépasse à tout moment le montant des souscriptions brutes de parts sociales et ce depuis le 01/01/2014. Comme le permet ce même article 32, les Banques Populaires ont sollicité auprès de la BCE l'autorisation de pouvoir, si nécessaire, réduire le montant de leurs instruments de fonds propres de base de catégorie 1 (par remboursement de parts sociales), dans la limite de 2% de leurs fonds propres de base de catégorie 1. Cette autorisation est délivrée pour une période de 1 an à compter du mois de juillet de chaque année. A la date de la présente approbation, cette autorisation n'a pas encore été délivrée.

5.4.1. Cession de parts entre sociétaires

Ce paragraphe est sans objet dans la mesure où la Banque Populaire propose exclusivement le remboursement pur et simple des parts au sociétaire sortant.

5.4.2. Remboursement

Tout sociétaire désirant liquider tout ou partie de ses parts sociales peut en demander le remboursement à la Société.

Toutefois, la possession de parts sociales maritimes étant conditionnée à la détention préalable d'une ou plusieurs parts sociales « ordinaires » de la Banque Populaire, le remboursement de la totalité des parts sociales « ordinaires » de la Banque Populaire ne pourra intervenir qu'après celui des parts sociales maritimes.

Pour demander le remboursement, il suffit de remplir un bulletin de demande de remboursement dont un exemplaire daté et signé lui est remis.

En cas de démission, le remboursement des parts, quelle que soit leur catégorie, est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration. Il intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts ont été agréés par le conseil.

5.4.3. Cas dérogatoire spécifique aux PEA

Par exception, le remboursement des parts souscrites dans le cadre d'un PEA par un sociétaire, est effectué dans les conditions spécifiques prévues par la réglementation applicable au PEA.

5.5. Régime fiscal des parts sociales

Malgré leur dénomination légale d'intérêts, les revenus des parts sociales sont assimilés d'un point de vue fiscal à des dividendes d'actions françaises et suivent le même régime fiscal que ces derniers.

Les personnes physiques et morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Le régime fiscal décrit ci-après est communiqué en application de la législation en vigueur à la date à laquelle ce document a été rédigé. Il est susceptible d'être modifié ultérieurement par le législateur. Les personnes domiciliées fiscalement hors de France doivent se conformer à la législation en vigueur dans leur Etat de résidence.

5.5.1. Personnes morales établies fiscalement en France

Pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (IS), les revenus de parts sociales encaissés sont pris en compte pour la détermination du bénéfice imposable à l'IS dans les conditions de droit commun.

Pour les organismes sans but lucratif non soumis à l'IS dans les conditions de droit commun, les revenus des parts sociales sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15%, au titre de l'année de leur perception.

5.5.2. Personnes physiques domiciliées fiscalement en France

Les revenus des parts sociales sont soumis au titre de l'année de leur perception, à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% sur leur montant brut (sans abattement) ou, sur option expresse et irrévocable, formulée dans le cadre de la déclaration de revenus, au barème progressif de l'impôt sur le revenu après application de l'abattement de 40%. L'option pour le barème progressif est globale et s'applique à l'ensemble des revenus ou gains perçus par tous les membres du foyer fiscal, soumis en principe à une imposition au « taux forfaitaire unique ».

Lors du versement, ils supportent un prélèvement forfaitaire obligatoire, non libératoire de l'impôt sur le revenu, opéré à la source par l'établissement payeur au taux de 12,8% sur leur montant brut.

Ce prélèvement fait office d'acompte d'impôt sur le revenu et s'impute, l'année suivante, sur l'impôt calculé soit au taux forfaitaire soit au barème progressif. L'excédent éventuel est restitué au contribuable.

Le sociétaire peut cependant demander à être dispensé de ce prélèvement en produisant à l'établissement payeur des revenus, une attestation sur l'honneur mentionnant que le revenu fiscal de référence du foyer fiscal auquel il appartient, déterminé au titre de l'avant-dernière année précédant celle du paiement des revenus est inférieur à un seuil fixé par la loi (au 1^{er} janvier 2020) à :

- 50 000 euros pour un célibataire, veuf ou divorcé,
- 75 000 euros pour un couple marié ou lié par un PACS, soumis à une imposition commune.

Cette attestation doit être produite chaque année, au plus tard, le 30 novembre de l'année qui précède celle du paiement des revenus.

Les revenus des parts sociales supportent également les prélèvements sociaux, au taux global de 17,2% au 1^{er} janvier 2019 opérés à la source par l'établissement payeur, à savoir :

- la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 9,20%, dont 6,8% sont déductibles des revenus soumis à l'impôt sur le

revenu au titre de l'année de son versement uniquement lorsque le contribuable opte pour l'imposition des revenus au barème progressif ;

- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5% ;
- le prélèvement fiscal de solidarité de 7,5%.

5.5.3. Personnes domiciliées ou établies fiscalement hors de France

Les revenus des parts sociales sont assimilés par le droit fiscal français à des dividendes et suivent par conséquent le régime fiscal y afférent.

Dans ces conditions, les revenus des parts sociales versés à des sociétaires domiciliés hors de France sont soumis à une retenue à la source (article 119 bis-2 du CGI) de droit interne au taux de :

- 12,8% lorsque le bénéficiaire effectif de ces revenus est une personne physique ;
- 28% pour les intérêts versés entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2021 (26,5% à compter du 1er janvier 2021) lorsque le bénéficiaire effectif de ces revenus est une personne morale ;
- 15% lorsque le bénéficiaire effectif est un organisme sans but lucratif ayant son siège dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui seraient imposés dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 s'ils avaient leur siège en France ;
- 75% pour les revenus payés dans un Etat ou territoire non coopératif.

La clause "dividendes" des conventions fiscales internationales conclues par la France avec les Etats de résidence des bénéficiaires, peut prévoir la réduction du taux de cette retenue à la source et parfois sa suppression.

L'application des dispositions des conventions fiscales internationales est alors obtenue dans le cadre d'une demande de remboursement du différentiel constaté entre le taux de retenue à la source de droit interne et le taux de retenue à la source conventionnel.

La demande de remboursement doit être réalisée avant le 31 décembre de la deuxième année suivant celle du versement de la retenue à la source.

Elle doit être adressée au Centre des impôts des non-résidents à l'appui du formulaire général 5000 et du formulaire « dividendes » 5001 visés par l'administration fiscale du pays de résidence du bénéficiaire des revenus.

Le sociétaire est toutefois susceptible de bénéficier immédiatement des avantages conventionnels (taux réduit ou suppression de la retenue) dans le cadre d'une procédure dite « simplifiée » s'il présente une attestation de résidence (formulaire 5000) visée par l'administration fiscale de l'Etat de sa résidence fiscale à l'établissement payeur avant la mise en paiement des revenus.

5.6. Remboursement des parts sociales par la Banque Populaire

Les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale. Aucun gain n'est donc constaté à l'occasion du rachat des parts sociales.

5.7. Éligibilité au PEA classique

Les parts sociales peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Épargne en Actions (PEA) classique prévu aux articles L.221-30 à L.221-32 du Code monétaire et financier. Pendant la durée du plan, les dividendes, plus-values de cession et autres produits que procurent les placements effectués dans le PEA ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu à condition d'être réinvestis dans le PEA.

Si le titulaire retire ses fonds avant 5 ans, le PEA est clôturé et, le gain net réalisé depuis l'ouverture du plan est imposable à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 %.

Ce taux est majoré des prélèvements sociaux en vigueur.

Les parts sociales ne sont en revanche pas éligibles au PEA-PME visé aux articles L.221-32-1 à L.221-32-3 du Code monétaire et financier.

5.8. Tribunaux compétents en cas de litige

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Banque Populaire ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre une Banque Populaire et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, sont soumises à la juridiction du tribunal du domicile du défendeur.

Le délai de prescription applicable est de 5 ans conformément à la réglementation en vigueur.

VI - Renseignements généraux relatifs aux Banques Populaires

6.1. Forme juridique

Les Banques Populaires sont des sociétés anonymes coopératives de Banque Populaire régies par les articles L.512-2 et suivants du Code monétaire et financier, et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du Code de commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du Code monétaire et financier, les textes pris pour leur application ainsi que par leurs statuts.

Toute modification des statuts est soumise à l'agrément préalable de BPCE, organe central des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires.

Les banques populaires sont agréées en qualité de banque mutualiste ou coopérative par la Banque Centrale Européenne (« BCE »), en application des articles L. 511-9 et L. 511-10 du Code monétaire et financier.

6.2. Objet social

Les Banques Populaires sont des établissements de crédit et à ce titre, réalisent :

- toute opération de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaire ou non. Elles apportent leur concours à leur clientèle de particuliers, participent à la réalisation de toute opération garantie par les Sociétés de Caution Mutuelle, attribuent aux titulaires de comptes ou plans d'épargne logement, tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers et reçoivent des dépôts de toute personne ou société ;
- toute opération connexe visée à l'article L.311-2 du Code monétaire et financier. Elles peuvent fournir les services d'investissement prévus aux articles L.321-1 et L.321-2 du code précité ainsi que toute opération de courtage d'assurance et plus généralement d'intermédiation en assurance. Elles peuvent également effectuer, pour le compte de tiers, toutes transactions immobilières et mobilières dans le cadre de leurs activités d'intermédiaire ou d'entremise, de conseil en gestion de patrimoine et conseil en investissement ;
- tout investissement immobilier ou mobilier. Elles peuvent souscrire ou acquérir pour elles-mêmes tout titre de placement, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tout groupement ou association et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

6.3. Exercice social

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

6.4. Durée de vie

La durée de la Banque Populaire Grand Ouest expirera le 31 décembre 2100, sauf cas de dissolution ou de prorogation.

6.5. Caractéristiques du capital social

Le capital des banques populaires est variable. Les parts sociales composant le capital sont toutes nominatives.

Le montant maximum du capital social (ou « **Capital maximum autorisé** ») dans la limite duquel le capital effectif de la Société peut librement varier à la hausse, ainsi que ses modalités d'augmentation sont fixés, sur le rapport du conseil d'administration et après autorisation de BPCE, par l'assemblée générale extraordinaire. La notion de Capital maximum autorisé s'entend d'un montant « net » de capital atteint compte tenu des souscriptions et des remboursements agréés par le conseil d'administration.

Le capital effectif est la résultante (i) de l'entrée de nouveaux sociétaires agréés au nom de la Société par le conseil d'administration ou de la souscription de nouvelles parts par les sociétaires avec l'agrément du conseil d'administration *minoré* (ii) des remboursements de parts sociales agréés par le Conseil d'administration.

Il est rappelé que le montant maximum du capital autorisé de la Banque Populaire Grand Ouest est de 2 000 000 000 € (deux

milliards d'euros).

Le capital peut être réduit par suite de reprises d'apports sans toutefois qu'il puisse l'être conformément à la loi au-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Banque Populaire sans l'autorisation de l'organe central, ni au-dessous du capital minimum auquel la Banque Populaire est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.

6.6. Organisation et fonctionnement

6.6.1. Assemblées générales de sociétaires

Les décisions collectives des sociétaires sont prises en assemblées générales qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les décisions des assemblées générales obligent tous les sociétaires.

Tout sociétaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de parts qu'il possède.

La limitation des droits de vote instaurée pour les sociétaires en application de l'article L 512-5 du Code monétaire et financier ne concerne pas le président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L. 225-106 du Code de commerce.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les sociétaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au-moins le cinquième des parts ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés, y compris les sociétaires ayant voté par correspondance, les abstentions exprimées en assemblée et dans les formulaires de vote par correspondance sont considérées comme des votes contre.

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle a notamment les pouvoirs suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes ;
- déterminer l'affectation ou la répartition des bénéfices sur la proposition du conseil d'administration ;
- nommer et révoquer les administrateurs et les censeurs ;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs et de censeurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;
- nommer les commissaires aux comptes ;
- fixer annuellement le montant des indemnités compensatrices ;
- nommer le réviseur coopératif ;
- prendre acte du rapport établi par le réviseur coopératif ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ;
- ratifier les radiations prononcées par le conseil pour cause de disparation de l'engagement coopératif.

L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement lorsque le quart des sociétaires sont présents, représentés ou ont voté par correspondance, sur première convocation. Ce quorum passe au cinquième sur deuxième convocation. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés, y compris les sociétaires ayant voté par correspondance; les abstentions exprimées en assemblée et dans les formulaires de vote par correspondance sont considérées comme des votes contre.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée, avec l'agrément de l'organe central, à apporter aux statuts toutes modifications utiles. Elle ne peut toutefois changer la nature, le caractère l'objet ni la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des sociétaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

Sous réserve de ce qui précède, elle peut décider et autoriser notamment :

- Le changement de dénomination de la société et l'augmentation du capital social ;
- La fusion de la société avec une autre Banque Populaire et l'apport à celle-ci de l'ensemble de ses biens, droits et obligations ;
- L'exclusion de sociétaires dans les conditions prévues à l'article 12 ;

- L'incorporation de réserves au capital dans les conditions fixées par les dispositions relatives aux banques populaires.

6.6.2 Assemblées spéciales de porteurs de parts à avantages particuliers

Lorsqu'un ou la totalité des mandats d'administrateur ou des fonctions de censeur représentatif des porteurs de parts à avantages particuliers au sein du conseil d'administration doivent être nommés ou renouvelés, les porteurs de parts à avantages particuliers sont réunis en assemblée spéciale à l'effet de désigner le(s) candidat(s) au mandat d'administrateur et à la fonction de censeur.

Les assemblées spéciales des porteurs de parts à avantages particuliers sont convoquées et réunies dans les conditions fixées pour les assemblées de sociétaires. Elles délibèrent dans les conditions de quorum et de majorité fixées pour les assemblées de sociétaires.

Toutefois, aucune modification ne peut être faite aux droits des porteurs de parts à avantages particuliers sans approbation de l'assemblée spéciale desdits porteurs possédant au moins 1/3 des parts ayant le droit de vote sur première convocation et 1/5^{ème} sur deuxième convocation et statuant aux conditions de majorité d'une assemblée générale extraordinaire de sociétaires.)

6.6.3 Conseil d'administration

La Société est administrée par un conseil d'administration de cinq membres au moins et de dix-huit au plus, nommés par l'assemblée générale des sociétaires.

Deux administrateurs sont désignés sur proposition des porteurs de parts à avantages particuliers, conformément aux dispositions des articles 9 et 37 des statuts. Les administrateurs sont rééligibles. La durée de leurs fonctions est de six ans.

Pour être ou rester membre du conseil d'administration, il faut avoir un crédit incontesté et posséder le nombre de parts déterminés au sein des statuts de la banque.

Nul ne pourra être nommé pour la première fois, administrateur s'il est âgé de 68 ans ou plus. Le nombre des administrateurs âgés de plus de 68 ans ne peut excéder le tiers du nombre des administrateurs en fonctions.

Lorsqu'un administrateur atteint l'âge de 68 ans et que son maintien en fonction aura pour effet de porter à plus du tiers le nombre des membres du conseil d'administration ayant dépassé l'âge de 68 ans, le conseil d'administration désignera celui de ses membres qui devra cesser ses fonctions. A défaut d'entente, le membre du conseil d'administration le plus âgé sera réputé démissionnaire.

La fonction d'administrateur ne peut être exercée au-delà de l'assemblée générale de l'année civile du 70^{ème} anniversaire. L'administrateur atteint par cette limite d'âge est réputé démissionnaire d'office.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à la ratification de l'assemblée générale la plus proche qui confirmera les nominations pour la durée restant à courir du mandat de l'administrateur remplacé.

5 censeurs au plus peuvent être nommés par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale. Les censeurs sont obligatoirement choisis parmi les sociétaires.

Deux censeurs sont désignés sur proposition des porteurs de parts à avantages particuliers, conformément aux dispositions des articles 9 et 37 des statuts. Ils sont nommés pour une durée au plus de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent leurs fonctions. Les censeurs sont rééligibles. Les censeurs participent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées de sociétaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration a notamment les pouvoirs suivants :

- Il admet ou refuse les sociétaires, accepte les démissions ou les remboursements de parts sous réserve des limites de

- réduction du capital fixées à l'article 8, prononce les exclusions en application de l'article 12. 4° ;
- Il détermine les critères objectifs de disparition de l'engagement coopératif et prononce la radiation.
- Il définit les orientations et les objectifs généraux de la société et notamment les orientations générales de sa politique des crédits ;
- Il autorise les engagements qui, par leur montant, excèdent les limites de délégation interne conférées au directeur général ;
- Il soumet, pour notation, à l'avis du comité compétent, institué au niveau du Groupe par BPCE, les ouvertures de crédit (dépassant les limites déterminées par l'organe de tutelle) qu'il se propose de consentir lorsque ces ouvertures, par leur importance ou par leur durée, dépassent les limites déterminées par BPCE, ainsi que les autorisations de crédit de quelque nature que ce soit entrant dans le champ des conventions réglementées ;
- Il peut acquérir et aliéner tous immeubles, décider tout investissement immobilier et toute prise ou cession de participation dans toute société ou entreprise dans le respect des prescriptions de caractère général de BPCE ;
- Il décide l'établissement de tous bureaux, agences ou succursales ;
- Il convoque les assemblées générales ;
- Il arrête les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés, qui doivent être soumis à l'assemblée générale des sociétaires et établit un rapport sur la gestion de la Société ;
- Il propose la fixation, dans la limite du maximum légal, de l'intérêt annuel à servir au capital social et les prélèvements à faire sur les bénéfices, pour la création ou l'entretien de tous fonds de réserve, même non prévus par les présents statuts ;
- Il soumet à l'assemblée générale extraordinaire des propositions d'augmentation du capital social, de modifications aux statuts, de prolongation ou, le cas échéant, de dissolution anticipée de la Société ou de fusion avec une autre Banque Populaire ;
- Il arrête un règlement intérieur qui précise les règles de son fonctionnement, ainsi que celle des comités qu'il crée en son sein. Il y apporte toute modification ;
- Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même, ou son président, soumet, pour avis à leur examen. Il fixe la composition, les attributions, les règles de fonctionnement ainsi que la rémunération de ces comités ;
- Il arrête le programme annuel de responsabilité sociale et environnementale (RSE), dans le cadre des orientations définies par la Fédération Nationale des Banques Populaires.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut également demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Délégué BPCE, désigné auprès de la Banque Populaire par le directoire de BPCE, assiste sans droit de vote à toutes les réunions du conseil d'administration et aux assemblées générales de la banque. Il est chargé de veiller au respect par la Banque Populaire des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que des règles et orientations définies par BPCE, dans le cadre de ses attributions.

Pour la validité des délibérations, la présence de la majorité des membres en fonctions est nécessaire. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante, sauf pour l'élection du président.

Tout membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre pour le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer au cours d'une même séance, que d'un seul pouvoir.

En application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947, les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites et n'ouvrent droit, sur justification, qu'à remboursement de frais ainsi qu'au paiement d'indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la coopérative. L'assemblée générale détermine chaque année une somme globale au titre de ces indemnités.

6.7. Contrôleurs légaux des comptes

Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par trois commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilité.

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

6.8. Entrée et sortie du sociétariat

6.8.1. Entrée

Peuvent être admis comme sociétaire, participant ou non aux opérations de banque et aux services des banques populaires, toute personne physique ou morale reconnue digne de crédit.

L'acquisition de la qualité de sociétaire est soumise à l'agrément du conseil d'administration et être reconnu digne de crédit. En cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

6.8.2. Sortie

La qualité de sociétaire se perd :

- 1) par la sortie, comme suite à la démission donnée par tout moyen au conseil d'administration, sous réserve toutefois de son agrément discrétionnaire par le conseil ;
- 2) par le décès de la personne physique et, pour la personne morale, par sa dissolution ;
- 3) par la déconfiture, la faillite personnelle ou la liquidation judiciaire ;
- 4) par la constatation par le conseil d'administration de la perte des qualités requises ou de la disparition de l'engagement coopératif du sociétaire, tel que défini par le Conseil d'administration conformément à l'article 19 des statuts ;
- 5) par l'exclusion prononcée par le conseil d'administration contre le sociétaire qui ne remplit pas ses engagements statutaires ou qui porte atteinte d'une façon évidente aux intérêts de la Société. Dans les trois mois de sa notification, la décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours suspensif de la part de l'intéressé. Dans ce cas, l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires est appelée à statuer sur la décision d'exclusion à la majorité des deux tiers des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

La perte de la qualité de sociétaire prend immédiatement effet à dater de l'un des faits visés ci-dessus aux alinéas 1, 2, 3 et 4.

6.9. Droits et responsabilité des sociétaires

6.9.1. Droits

Détenteurs des parts sociales composant le capital des banques populaires, les sociétaires sont seuls admis à participer à la vie sociale de ces dernières. Ils sont réunis annuellement en assemblée générale pour approuver les comptes, répartir le résultat et élire les administrateurs. C'est donc par sa participation aux assemblées générales et par le mandat qu'il donne au conseil d'administration que le sociétaire participe à la gestion de sa Banque.

Il peut être servi un intérêt aux parts sociales dont le taux est déterminé annuellement par l'assemblée. Ce taux ne peut être supérieur à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMO) majorée de deux points (article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération).

6.9.2. Obligations

La responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur de ses parts.

Le sociétaire qui cesse de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit pour toute autre cause, reste tenu pendant cinq ans dans la mesure de sa responsabilité statutaire envers la société et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa sortie.

VII - Renseignements généraux relatifs à la Banque Populaire Grand Ouest

7.1. Forme juridique

La Banque Populaire Grand Ouest (ou la « **BPGO** ») dont le siège social est 15, boulevard de la Boutière 35768 Saint Grégoire, est une société anonyme coopérative à capital variable agréée en qualité de banque mutualiste ou coopérative, régie par les articles L 512-2 et suivants du Code monétaire et financier l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires ainsi que par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par ses statuts.

7.2. Objet social

Elle a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuées avec ses sociétaires et avec les tiers. Elle est agréée en qualité d'établissement de crédit.

Le capital de la banque est variable. Il est exclusivement composé de parts sociales, toutes d'une valeur nominale de 14 euros entièrement libérées, se répartissant en :

- parts sociales pouvant être souscrites par toutes personnes physiques et morales, et
- parts sociales à avantages particuliers, créées en application de l'article 11 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, intitulées « parts sociales maritimes » pouvant être souscrites par tout sociétaire, personne physique ou morale, lié ou souhaitant soutenir les activités maritimes, le littoral ou/et l'économie bleue.

7.3. Durée de vie

Immatriculée en date du 15 octobre 1957, la durée de la Banque Populaire Grand Ouest expire au 31 décembre 2100, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

7.4. Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

7.5. Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social de la Banque Populaire Grand Ouest est fixé à la somme de 1 182 848 425 €. Il est divisé en 84 484 174 parts sociales de 14 euros entièrement libérées.

A titre indicatif, le capital de la Banque Populaire Grand Ouest au cours des trois derniers exercices s'est élevé à :

31/12/2017: 1 021 352 264 €
 31/12/2018 : 1 033 252 419 €
 31/12/2019 : 1 182 848 425 €

7.6. Rapport annuel 2019 de la BPGO

Le rapport annuel 2019 de la BPGO est préalablement déposé à l'AMF et incorporé par référence, mis à disposition sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr) et disponible à son siège social.

Il se compose du rapport sur le gouvernement d'entreprise 2019, du rapport de gestion 2019, des comptes au 31/12/2019, du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes au 31/12/2019, ainsi que du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

7.7. Rapport annuel 2018 de la BPGO

Le rapport annuel 2018 de la BPGO est préalablement déposé à l'AMF et incorporé par référence, mis à disposition sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr) et disponible à son siège social.

Il se compose du rapport sur le gouvernement d'entreprise 2018, du rapport de gestion 2018, des comptes au 31/12/2018, du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes au 31/12/2018, ainsi que du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

7.8. Informations financières clés

(IFRS - Issus du rapport annuel 2019 de la BPGO (Chapitre 3 « Etats financiers ») incorporé par référence dans le présent prospectus)

Agrégat (en M€)	2019	2018	Variation (en %)
Total de bilan	29 633	28 367	4,5%
Capitaux Propres	2 731	2 512	8,7%
Produit Net Bancaire	575	565	1,8%
Résultat Brut d'Exploitation	174	162	7,4%
Résultat Net (part du groupe)	95	82	15,9%
Ratio de Solvabilité ^x	15,51%	14,67%	0,84 point de pourcentage

^x : tel qu'issu des règles prudentielles de Bâle 3 au 31/12/2019 (données IFRS sur base consolidée)

Fonds propres « Common Equity Tier One » (en millions d'euros)		
31/12/2018	30/06/2019	31/12/2019
1 759	1 760	1 925

BILAN CONSOLIDE

ACTIF

	31/12/2019	31/12/2018
<i>en milliers d'euros</i>		
Caisse, banques centrales	157 277	217 279
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	293 322	224 338
Instruments dérivés de couverture	115 943	68 848
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 339 111	1 314 582
Titres au coût amorti	117 286	157 386
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	3 859 578	3 986 671
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	23 333 415	21 909 242
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	39 556	23 704
Placements des activités d'assurance		
Actifs d'impôts courants	1 097	17 231
Actifs d'impôts différés	24 649	22 481
Comptes de régularisation et actifs divers	200 895	263 779
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans les entreprises mises en équivalence		
Immeubles de placement	1 033	3 431
Immobilisations corporelles	149 846	157 741
Immobilisations incorporelles	122	537
Ecart d'acquisition		
TOTAL DES ACTIFS	29 633 130	28 367 250

PASSIF

	31/12/2019	31/12/2018
<i>en milliers d'euros</i>		
Banques centrales		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	20 863	15 661
Instruments dérivés de couverture	92 875	85 144
Dettes représentées par un titre	539 878	390 497
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 549 825	7 204 920
Dettes envers la clientèle	19 092 431	17 542 435
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôts courants	61	13 565
Passifs d'impôts différés		
Comptes de régularisation et passifs divers	446 577	435 000
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		
Provisions	139 998	148 622
Dettes subordonnées	19 129	19 840
Capitaux propres	2 731 494	2 511 566
Capitaux propres part du groupe	2 641 090	2 420 988
Capital et primes liées	1 545 902	1 394 802
Réserves consolidées	884 156	824 482
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	116 103	119 509
Résultat de la période	94 929	82 195
Participations ne donnant pas le contrôle	90 404	90 578
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	29 633 130	28 367 250

COMPTE DE RESULTAT

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2019	Exercice 2018
Intérêts et produits assimilés	495 962	512 112
Intérêts et charges assimilées	(211 223)	(232 639)
Commissions (produits)	305 257	296 500
Commissions (charges)	(57 872)	(51 650)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	22 945	26 267
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 767	19 193
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produits des autres activités	9 862	10 973
Charges des autres activités	(11 860)	(15 375)
Produit net bancaire	574 838	565 381
Charges générales d'exploitation	(371 780)	(384 640)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(29 189)	(18 876)
Résultat brut d'exploitation	173 869	161 865
Coût du risque de crédit	(42 458)	(47 225)
Résultat d'exploitation	131 411	114 640
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		
Gains ou pertes sur autres actifs	248	(556)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
Résultat avant impôts	131 659	114 084
Impôts sur le résultat	(30 082)	(23 920)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	0
Résultat net	101 577	90 164
Participations ne donnant pas le contrôle	(6 648)	(7 969)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	94 929	82 195

7.9. Principales réglementations prudentielles et de résolution applicables à la BPGO et au Groupe BPCE

S'agissant du Groupe BPCE, ces informations sont disponibles dans le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 (Chapitres 6.1, 6.2 et 6.4), préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et incorporé par référence au présent prospectus, publié sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponible sans frais à son siège social.

S'agissant de la Banque Populaire, ces informations sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la BPGO (Chapitres 2.5 et 2.7) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

7.10. Contrôleurs légaux de la BP

Noms des cabinets	Adresse du siège social	Nom des associés responsables du dossier
Titulaires		
KPMG AUDIT FSI	Tour Eqho – 2 avenue Gambetta – 92à66 Paris – La défense cedex	Marie Christine JOLYS
FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL	4 rue Fernand Forest – 49000 Angers	Frédéric PLOQUIN
DELOITTE ET ASSOCIES	6 place de la Pyramide – 92908 Paris la Défense cedex	Charlotte VANDEPUTTE
Suppléants		
KPMG	3 cours du Triangle – Immeuble la Palatin – 92939 Paris la Défense cedex	Isabelle GOALEC

Florence SCOUPE SALVATOR	4 rue Fernand Forest – 49000 Angers	Florence SCOUPE SALVATOR
--------------------------------	-------------------------------------	-----------------------------

7.11. Composition des organes d'administration et de direction

7.11.1 Composition

A la date du 31 décembre 2019, la Banque Populaire Grand Ouest est dirigée par un conseil d'administration dont la présidence est assurée par Madame Catherine LEBLANC, dont le mandat arrive à expiration lors du premier conseil d'administration à tenir suite à de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2024 et par un Directeur Général en la personne de Monsieur Maurice BOURRIGAUD dont le mandat vient à échéance le 7 décembre 2022.

Le conseil d'administration comprend en outre deux administrateurs représentant les salariés.

Le conseil d'administration de la Banque Populaire Grand Ouest est composé de la manière suivante depuis l'Assemblée générale ordinaire du 28 avril 2020 :

Prénom – Nom	Fonction principale exercée dans la société	Échéance du mandat lors de l'AG	Statuant sur les comptes de l'exercice clos le
Catherine LEBLANC	Président	2025	31/12/2024
Eric SAUER	Vice-Président	2023	31/12/2022
Jean-Claude SOULARD	Vice-Président	2023	31/12/2022
Philippe LANNON	Secrétaire	2023	31/12/2022
Gilles BARATTE	Administrateurs	2023	31/12/2022
Isabelle BELLANGER		2023	31/12/2022
Jean-Pierre BILLIARD		2023	31/12/2022
Luc BLIN		2023	31/12/2022
Martine CAMEAU		2023	31/12/2022
Carine CHESNEAU		2023	31/12/2022
Bruno HUG de LARAUZE		2023	31/12/2022
Nathalie LE MEUR		2023	31/12/2022
Robert MONNIER		2024	31/12/2023
Betty VERGNAUD		2023	31/12/2022
Séverine YVARD		2025	31/12/2024
Wilfried LE ROUZES	Administrateurs représentant des salariés	2024	31/12/2023
Laurent POTTIER		2024	31/12/2023

7.11.2 Conflits d'intérêt

En application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le Conseil d'administration a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des dirigeants ou du Conseil

d'administration à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la BP et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

A la date du présent Prospectus, il n'existe aucun conflit d'intérêt au niveau des membres du conseil d'administration et de la direction de la Banque Populaire.

7.12. Procédures de contrôle interne

La Banque Populaire Grand Ouest, comme tout établissement de crédit, dispose d'un système de contrôle interne lui permettant de maîtriser les risques liés à son activité : risques de crédit et de marché, risques de taux et de liquidité, risques d'intermédiation et opérationnels. En outre, il existe une filière risques au sein du groupe BPCE, dont fait partie la Banque Populaire Grand Ouest.

Ces renseignements sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la BPGO incorporé par référence au présent document et mis en ligne sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

7.13. Procédures judiciaires et d'arbitrage significatifs en cours

Les litiges en cours au 31 décembre 2019 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Banque Populaire Grand Ouest ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation de la Banque Populaire Grand Ouest sur la base des informations dont elle dispose.

Il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Banque Populaire a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque Populaire et/ou du groupe.

7.14. Evènements récents significatifs

S'agissant du Groupe BPCE, ces informations sont disponibles dans le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 (Chapitres 4.6 et 4.7), préalablement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et incorporé par référence au présent prospectus, publié sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), de BPCE (www.bpce.fr) et disponible sans frais à son siège social.

S'agissant de la Banque Populaire, ces informations sont disponibles dans le rapport annuel 2019 de la BPGO (Chapitre 2.8) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

L'évolution de la situation liée au Covid-19 est une source importante d'incertitude ; à la date du présent prospectus, l'impact de cette situation, en particulier en prenant en compte les mesures de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité mise en place par le gouvernement français et par la Banque Centrale Européenne, sur les métiers de la Banque Populaire Grand Ouest, ses résultats et sa situation financière est difficile à quantifier.

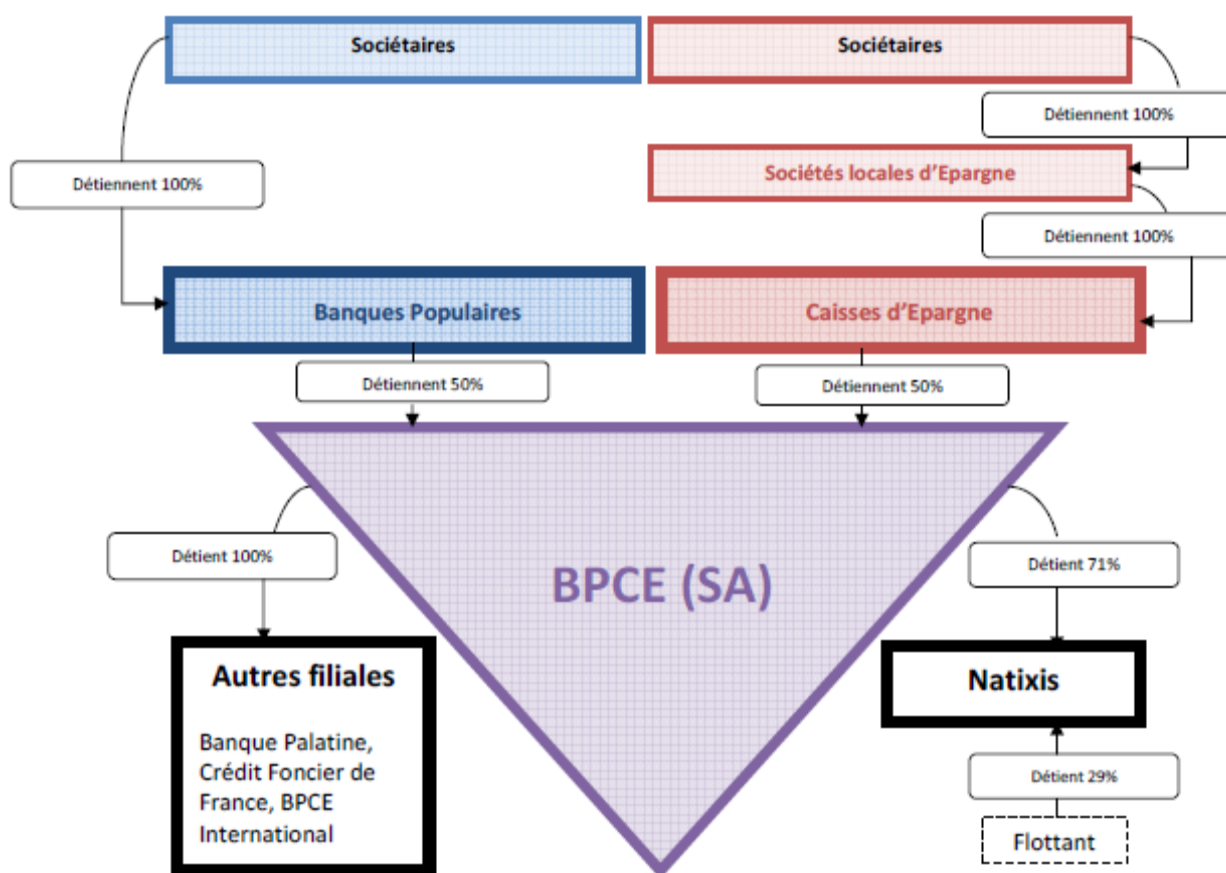
Par conséquent, à ce jour, l'établissement n'est pas en mesure de communiquer au-delà de ce qui précède sur les impacts du Covid-19 le concernant.

VIII - Renseignements généraux relatifs au Groupe BPCE et à BPCE SA

Le document d'enregistrement universel de BPCE n° D.20-0174 sont préalablement déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers, et incorporés par référence au présent prospectus, publiés sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org) et de BPCE (www.bpce.fr) et sont disponibles sans frais à son siège social.

Place de l'établissement au sein du Groupe BPCE

La Banque Populaire Grand Ouest est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constituée sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Banques Populaires. La Banque Populaire Grand Ouest en détient 4,60 %.



IX - Informations complémentaires

9.1. Documents accessibles au public

Des exemplaires de ce prospectus, des documents incorporés par référence et, le cas échéant, de tout supplément à ce prospectus, sont disponibles sans frais au siège social de la BPGO (15, boulevard de la Boutière - 35768 Saint Grégoire). Le présent prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

En outre, conformément à la réglementation applicable, sont consultables au siège social de la BPGO les documents suivants :

- les statuts de la Banque Populaire Grand Ouest,
- les informations financières historiques de la Banque Populaire Grand Ouest pour chacun des deux derniers exercices,
- le rapport annuel de la Banque Populaire Grand Ouest sur les exercices 2018 et 2019.

X - Informations incorporées par référence

10.1. Documents incorporés par référence

Ce prospectus se compose du présent document ainsi que des documents incorporés par référence, à savoir :

- le rapport annuel de la BPGO sur l'exercice 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 mai 2019 et mis en ligne sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr),
- le rapport annuel de la BPGO sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mai 2020 et mis en ligne sur le site internet de la BPGO (www.bpgo.banquepopulaire.fr),

- le document d'enregistrement universel de BPCE sur l'exercice 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mars 2020 sous le n° D.20-0174.

10.2. Table de concordance

Table de concordance entre le contenu de l'annexe 2 de l'instruction AMF - DOC-2019-19 - Prospectus établi pour l'offre au public de parts sociales des banques mutualistes ou coopératives et les documents incorporés par référence au sein du présent prospectus				
Rubrique de l'annexe 2 de l'instruction AMF – DOC-2019-19		Document d'enregistrement universel de BPCE sur l'exercice 2019 déposé le 25 mars 2020	Rapport annuel de la BPGO sur l'exercice 2019 déposé le 17 mai 2020	Rapport annuel de la BPGO sur l'exercice 2018 déposé le 24 mai 2019
3.	Facteurs de risques			
3.1.	Facteurs de risques les plus significatifs relatifs à la Banque régionale et au Groupe.	Chapitre 6	Chapitre 2.7	N/A
6.	Informations relatives à la banque régionale à laquelle les entités locales sont affiliées et au groupe.			
6.5.	Noms des membres des organes d'administration, de direction et de contrôle de la Banque régionale ainsi que les principales fonctions exercées par eux en dehors de celle-ci.	N/A	Chapitre 1	N/A
6.7.	Informations financières historique vérifiées de la Banque régionale pour les deux derniers exercices et le rapport des contrôleurs légaux des comptes établis à chaque exercice.	N/A	Chapitre 3	Chapitre 3
6.9.	Principales réglementations prudentielles et des résolutions applicables à la Banque régionale et au Groupe.	Chapitres 6.1,6.2 et 6.4	Chapitres 2.5 et 2.7	N/A
6.10	Fait, tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement pouvant influencer sensiblement sur les perspectives de la banque régionale et/ou du Groupe et susceptibles d'avoir un impact sur la prise de décision d'investissement.	Chapitres 4.6 et 4.7	Chapitre 2.8	N/A